

*Les crédits*

des dépenses qu'elles engagent en vertu de ces obligations.

Quant au reste, qui représente moins de 10 p. 100 du total, il s'agit en grande partie de dépenses pour le logement social en 1990, conformément aux ententes conclues depuis 1986 entre le gouvernement fédéral et les provinces.

Le crédit 25 doit être approuvé pour respecter les engagements que nous avons pris dans le cadre des ententes fédérales-provinciales actuelles et pour permettre aux nombreux organismes sans but lucratif de construire les logements dont les Canadiens à faible revenu ont besoin.

Enfin, le Budget prévoit quelque 32,3 millions de dollars au titre de l'aide au logement, comparativement à 33,9 millions en 1989-1990. Je devrais faire remarquer que ce poste budgétaire de la SCHL n'a pas augmenté, toutes proportions gardées, depuis plusieurs années.

## • (1910)

Bien que de nouvelles activités planifiées aient été réduites de 15 p. 100 environ, bien des gens ne se rendent pas compte que le budget, en fait, continue d'augmenter. Au cours de l'année financière 1989-1990, le gouvernement fédéral a versé quelque 1,7 milliard de dollars d'aide aux logements sociaux. Au cours de l'année financière 1990-1991, notre budget global a augmenté de près de 91 millions.

Bien que nous soyons dans l'incapacité d'accroître autant que prévu le nombre des logements subventionnés nous allons quand même investir près de 90 millions de dollars dans ce domaine en 1990.

Depuis que nous avons accédé au pouvoir, nous n'avons pas caché qu'il fallait réduire le déficit. Si nous voulons que le Canada ait une économie forte et croissante qui ouvre sans cesse de nouvelles perspectives à tous les Canadiens, nous devons démontrer que nous sommes prêts à bien gérer les affaires publiques.

Depuis 1984, dans le domaine de l'habitation, nous avons fait des pas de géant. La Société canadienne d'hypothèques et de logement est le parfait exemple de la bonne gestion que nous voulons instaurer partout au sein du gouvernement. Ainsi, lorsque le gouvernement a accédé au pouvoir en 1984, le Fonds d'assurance hypothécaire enregistrait un déficit de quelque 786 millions de dollars. La Société a si bien su faire les choses que le Fonds est maintenant solvable pour la première fois depuis dix ans.

Par ailleurs, la Société a réduit très considérablement ses effectifs—plus de 1 000 années-personnes depuis 1984—tout en améliorant son rendement dans toute une variété d'autres domaines. Selon le dernier examen de son budget des dépenses, la Société aura, d'ici 1991, réduit les frais administratifs associés aux programmes gouvernementaux de 3,5 millions de dollars. Dans toute une série de domaines, nous avons démontré notre capacité de réduire les dépenses, d'utiliser les ressources d'une façon plus efficace et de fournir une aide accrue à ceux qui en ont le plus besoin.

*[Français]*

Avant 1984, les politiques du gouvernement fédéral prévoyaient des programmes qui étaient destinés à divers niveaux de revenu. Ainsi, deux ménages sur trois qui bénéficiaient de subventions fédérales pouvaient se payer un logement sur le marché privé. Dans le secteur privé, une série de programmes intermittents ont coûté des centaines de millions de dollars en subventions qui se sont révélés aussi inefficaces qu'inéquitables, et qui ont même entraîné un certain déséquilibre dans le marché.

*[Traduction]*

Depuis 1986, fidèles aux deux principaux objectifs de notre programme d'habitation, nous avons orienté notre aide aux logements sociaux vers ceux qui en ont le plus besoin et nous nous sommes appliqués à soutenir, plutôt qu'à entraver, le fonctionnement efficace des marchés privés de l'habitation.

Au cours des quatre années antérieures, quelque 80 000 logements subventionnés avaient été construits, mais 40 p. 100 seulement, soit 32 000 environ, étaient occupés par des familles nécessiteuses. Depuis quatre ans, soit depuis 1986, nous sommes venus en aide à quelque 75 000 familles nécessiteuses, comparativement à seulement 32 000 au cours des quatre années précédentes, quand l'ancien gouvernement était au pouvoir.

En 1984, moins de 135 000 habitations avaient été mises en chantier au Canada. Depuis lors, nous en avons mis en chantier en moyenne plus de 200 000 chaque année. Les chiffres préliminaires pour mai montrent que le nombre des logements mis en chantier n'a pas vraiment diminué cette année, mais qu'il s'est stabilisé à peu près autour de la barre de 200 000, et cela en dépit du ralentissement de l'économie que nous connaissons ces dernières semaines. Nous pourrions nous attendre à ce qu'il y ait une certaine baisse dans le nombre des logements mis en chantier, manifestement à cause des taux d'intérêt actuels, mais cela ne s'est pas encore produit et